

BRICS+: Vers un Système Multilatéral Dual de Relations Internationales

Texte de la Présentation sur le BRICS+

FIKD- 07 Mai 2024, Salah Hannachi

Le jeu des grandes puissances continue à recomposer le monde. Entre la Russie et la Chine, l'Union Européenne se cherche encore. Son élargissement, ainsi que celui de l'OTAN, s'avèrent être source de fortes tensions avec la Russie. De nouvelles stratégies de puissances moyennes et de pays pivots tels que l'Inde, le Brésil, l'Iran et la Turquie, etc., émanent et compliquent ces tensions. C'est dans ce contexte que le groupe du BRICS s'élargit à de nouveaux pays.

C'est pour expliciter les contours du monde de demain qui se dessine que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé le 7 Mai 2024 une conférence débat sur les BRICS + en tant qu'acteur émergent dans l'espace géopolitique international, introduite et animée par Mr Salah Hannachi, ancien Ambassadeur et Vice-Président du FIKD.

- I. Introduction**
- II. Genese du BRICS+**
 - A. Contexte international**
 - B. Agenda du BRICS+**
 - 1. EMDC**
 - 2. MAG**
 - 3. Communauté Mondiale**
 - 4. Réforme du Système Multilatéral**
 - C. Dedollarisation**
- III. XVe Sommet du BRICS(2023)**
 - A. Expansion**
 - 1. Eligibilité**
 - 2. Participation**
 - 3. Adhésion**
 - B. Déclaration du Sommet**
 - C. Intérêt de la France**
- IV. Impact du BRICS+**
 - A. Impact géopolitique**
 - B. Impact géoéconomique**
 - C. Impact soft**
- V. SWOT du BRICS+**
 - A. Forces et opportunités**
 - 1. Force de Ressources (moyens)**
 - 2. Force de Position**
 - 3. Puissance soft**
 - B. Faiblesses et menaces**
 - 1. Disparités**
 - 2. Conflits**
 - 3. Consensus**
 - C. Pérennité**
- VI. XVIème Congrès du BRICS+(Octobre 2024)**
 - A. Thèmes**
 - 1. Ruée vers le BRICS+**
 - 2. Expansion**
 - 3. Adhésion européenne**
 - 4. Dedollarisation**
 - 5. Règle de Consensus**

- B. La Tunisie au BRICS+
- C. Ouvertures stratégiques
- VII. Conclusion
 - A. Enjeu de pérennité
 - B. Engagement de la Chine
 - C. Vers un Système Multilatéral Dual

Résumé exécutif

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept de Wall Street en BRICS+ pour un système de relations internationales.

Né à Wall Street en 2001, après la fin de la guerre froide en 1991, comme un concept financier, BRIC est repris par la Russie en 2009, comme un concept essentiellement géopolitique. Il évolue vers BRICS en 2010, puis vers BRICS+ en 2023, pour devenir un paradigme holistique du système de relations internationales. Ce nouveau paradigme plaide une mission de Construction d'une Communauté Mondiale d'Intérêts Partagés œuvrant dans le respect, la dignité, l'égalité souveraine, et le consensus pour réaliser une Croissance Mutuellement Accélérée (MAG) et une plus grande contribution des EMDC à la Gouvernance Mondiale. Il plaide pour un meilleur équilibre entre la sécurité et le développement, une meilleure prise en compte des nouvelles priorités et des nouveaux défis de la Communauté Mondiale qui sont apparus depuis 1991. De même plaide-t-il pour une prise en compte de la dimension civilisationnelle dans les relations internationales et de la meilleure implication des populations de base, rendue aujourd'hui possible par les nouvelles technologies de transport et de communication.

Le paradigme du BRICS+ reprend quelques concepts du G77 et tient compte de la naissance de nouveaux acteurs, de la globalisation des échanges. Il est plus démocratique, plus égalitaire, plus holistique et plus inclusif que le paradigme du Système Multilatéral actuel, né après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale en 1945, élaboré essentiellement par et en faveur des principaux protagonistes vainqueurs de cette guerre, et sur la base de cette logique, incluant Taiwan et excluant l'Allemagne, et le Japon !

La doctrine du BRICS+ va au-delà des doctrines et des stratégies purement sécuritaires d'équilibre de puissance et de terreur, et de destruction mutuellement garantie, MAD, de l'après-guerre du siècle passé. Sa thèse est que l'interdépendance globale impose le défi et la mission d'une croissance mutuellement accélérée, MAG. Elle élargit aussi le spectre des pressions et des réactions au-delà des approches purement sécuritaires, pour mieux faire face aux défis et mieux valoriser les opportunités.

Les nombreuses disparités et les conflits entre ses membres actuels, et ses membres futurs à mesure qu'il s'élargit, poseront un défi redoutable à la gouvernance du système BRICS+, voire à sa pérennité. La nature et le degré d'engagement dans le processus BRICS+, qui varient beaucoup d'un membre à l'autre, décideront de sa pérennité. L'importance stratégique du BRICS+ pour certains membres de premier plan, comme la Russie, la Chine, même l'Iran, et la nature et le degré d'engagement de ces membres, constitueront, à ce titre, des facteurs déterminants de sa pérennité.

D'un autre côté, la réticence naturelle des membres titulaires du Système Multilatéral actuel, et les défis politiques et techniques de mise en œuvre d'une réforme radicale, feront en sorte que cette réforme du système actuel plaidée par le BRICS+, même si elle acceptée, sera lente et longue.

Ces considérations conduisent à anticiper que le nouvel ordre international sera caractérisé, pour quelque temps, peut-être pour longtemps, peut-être pour le mieux, par l'émergence et l'instauration d'un système multilatéral dual, bicaméral en quelque sorte, de gouvernance globale.

Ce Multilatéralisme Dual sera composé du système représenté par le BRICS+, comme une sorte de nouveau G77 ou une sorte de chambre basse et du Système Multilatéral titulaire actuel, comme une sorte de chambre haute.

Ce système dual crée, pour les pays et les acteurs, étatiques et non-étatiques, et pour la Tunisie, l'impératif d'une double appartenance et/ou d'une double intervention dans les deux systèmes.

I. Introduction

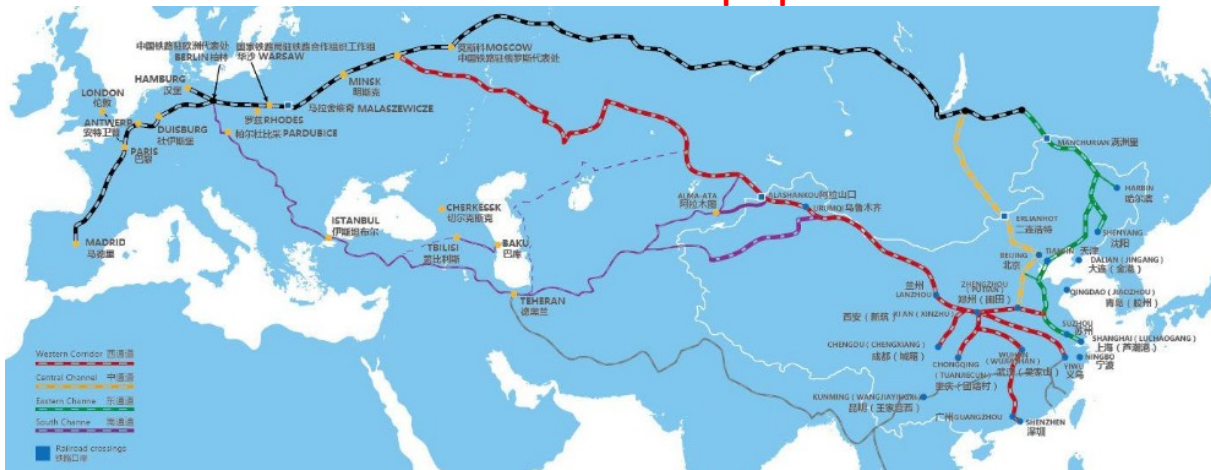
BRIC est un acronyme inventé en 2001 par le président de Goldman Sachs, Jim O'Neil, comme un concept d'investissement de Wall Street. Il désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. BRIC est resté en hibernation jusqu'en 2006, lorsque Poutine l'a repris et l'a mis en orbite dans l'espace géopolitique.

En effet, en assumant la présidence de la Russie, après Eltsine, et probablement bien avant, Poutine a pris conscience des griefs de son pays, partagés avec de nombreux autres pays, contre certaines pratiques géopolitiques. L'unilatéralisme, l'extraterritorialité des sanctions et la militarisation du système de relations internationales, etc., étaient des pratiques courantes. Elles avaient considérablement augmenté pendant l'ère unipolaire, qui a prévalu après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Ces pratiques ont conduit à des tensions dans les relations internationales, à des guerres commerciales, des conflits, des crises, des guerres interminables, des désordres graves, des problèmes de réfugiés et de souffrances humaines en Europe Centrale, dans les Balkans, en Asie Centrale, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, etc.

Poutine avait également reconnu les griefs importants, que la Russie partageait avec de nombreux pays, notamment certains membres du BRIC, contre le Système Multilatéral actuel. Ces griefs concernent la partialité de la structure, l'obsolescence de la mission et des objectifs, et l'inefficacité opérationnelle de ce système, tant en ce qui concerne le système des Nations Unies qu'en ce qui concerne les institutions de Bretton Woods. Enfin, Poutine était particulièrement frustré par l'échec de ses tentatives répétées de faire de la Russie un membre ou même un partenaire de l'OTAN, et par ses efforts infructueux pour faire de son pays un membre de "La Maison de l'Europe". Il était également alarmé par le refus répété de l'Occident de conclure un arrangement sécuritaire avec la Russie et par l'expansion continue de l'OTAN.

Tous ces développements ont contribué à creuser un fossé grandissant entre la Russie et l'Europe Occidentale et entre la Russie et le Collectif Occidental. Ils ont conduit Poutine à renoncer à son rêve d'un pont continental eurasiatique "De Lisbonne à Vladivostok" et à pivoter vers l'Est et le Sud à la recherche d'un espace stratégique alternatif, d'un "lebensraum" stratégique. En ce faisant, Poutine s'est tourné vers le BRIC, reconnaissant l'acronyme prêt à l'emploi et le potentiel à la fois géopolitique et géoéconomique du concept. Poutine a perçu dans le BRIC le potentiel d'une réponse stratégique possible à ces griefs, et surtout comme une contre-réponse à l'expansionnisme sécuritaire des USA et de l'OTAN.

La Fracture du Pont Continental Eurasiatique par la Guerre de l'Ukraine



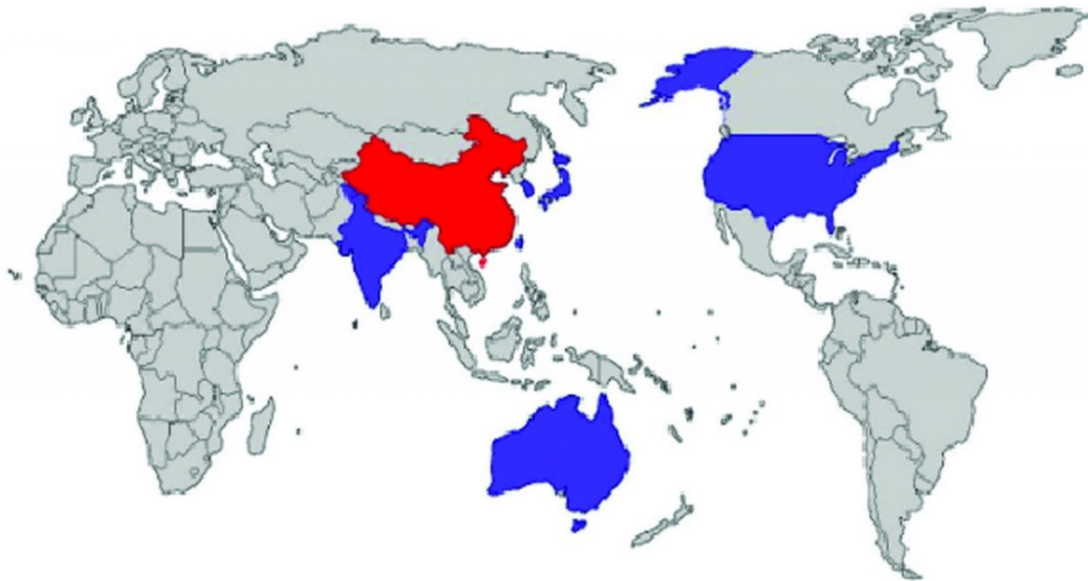
La Maison d'Europe de Vladivostok a Lisbonne



En effet, en 2006, le BRIC comprenait, outre la Russie, le Brésil dans l'hémisphère occidental, un leader du Mercosur et de l'Amérique du Sud, indépendant des États-Unis et proche des paradigmes politiques à sensibilité sociale. Le BRIC comprenait également dans l'hémisphère oriental l'Inde et la Chine, deux pays historiquement et idéologiquement proches de la Russie. Les deux pays étaient aussi des puissances majeures émergentes dans le nouvel ordre international multipolaire émergent, et des leaders reconnus dans le Sud Global et le G77 historique. De plus, deux membres du BRIC, le Brésil, et l'Inde, partageaient une forte aspiration à obtenir chacun un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ils partageaient, à ce titre, avec la Russie, une conviction forte de la nécessité d'une réforme radicale du Système Multilatéral de gouvernance globale, GG.

La Chine partageait les inquiétudes de la Russie sur l'expansionnisme sécuritaire des USA, et de l'OTAN qui commençait à pivoter vers le Pacifique, en particulier vers la mer de la Chine Méridionale, par la création d'alliances comme le QUAD et l'AUKUS.

Alliance QUAD : USA ^ Japon ^ Inde ^ Australie



II. Genèse du BRICS+

A. Contexte international

Poutine s'est alors lancé dans la mise en levier du BRIC comme une réponse aux griefs de la Russie et de beaucoup de pays, surtout des pays en développement, contre l'ordre actuel des relations internationales, dominé par les États-Unis, le G7, et le Collectif Occidental. En 1999 et 2004, l'OTAN s'était encore élargie, malgré les objections véhémentes de la Russie. En 2006, les États-Unis avaient encore une fois rejeté une proposition française, fortement avalisée par la Russie, d'un arrangement USA-UE-Russie pour une Ukraine neutre vis-à-vis de l'OTAN. En juillet de la même année, Poutine invita les dirigeants du BRIC à une première réunion en marge du Sommet du G8 à Saint-Pétersbourg. Deux mois plus tard, en septembre 2006, les ministres des Affaires étrangères du BRIC se rencontraient pour une première réunion officielle, en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York. En 2007, en Allemagne, dans un discours mémorable à la Conférence de Sécurité de Munich, Poutine saluait l'importance croissante du BRIC dans le nouvel ordre international. En 2008, au sommet de l'OTAN à Bucarest en Roumanie, le Président Bush des USA annonçait la prochaine adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, malgré la forte opposition du Président Français Sarkozy et de la Chancelière Allemande Merkel. En 2009, à Ekaterinbourg, en Russie, eut lieu le premier sommet officiel du BRIC. Le sommet a rapidement invité l'Afrique du Sud à devenir membre, invitation qu'elle a acceptée. En 2010, L'Afrique du Sud de Nelson Mandela, dans l'hémisphère central, leader reconnu du NEPAD de l'Union Africaine, et membre de la Troïka africaine que le Japon a d'abord invitée en 2000 au Sommet du G8 à Okinawa, devenait membre, transformant le BRIC en BRICS. L'adhésion de l'Afrique du Sud aide le BRICS à couvrir les trois hémisphères et à compléter la couverture géopolitique du Groupe.

L'Adhésion de l'Afrique du Sud dans l'Hémisphère Central

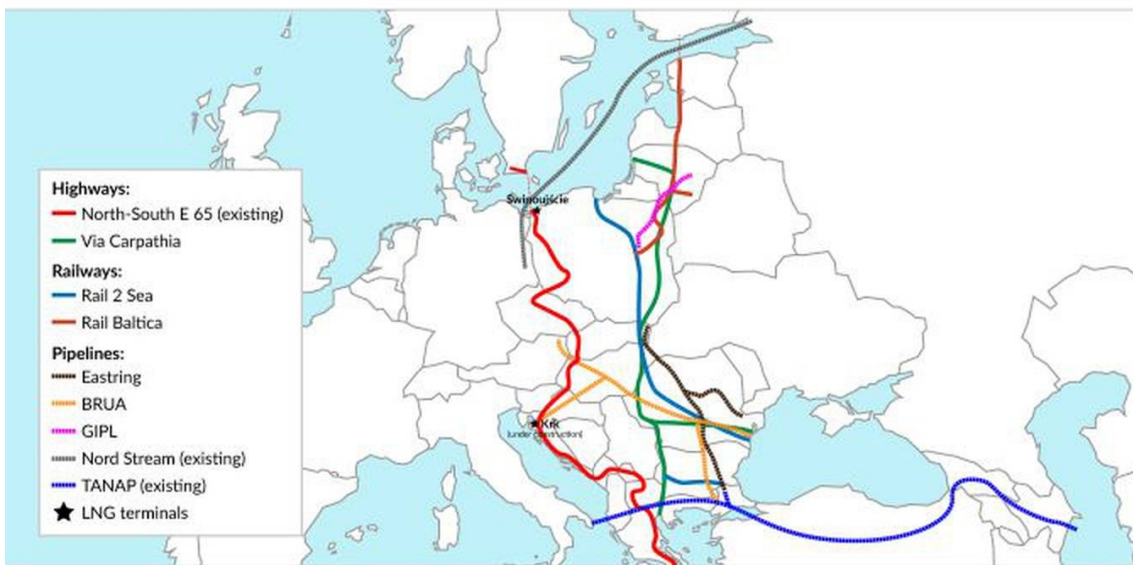


En 2015, avec le soutien des États-Unis, la Pologne lançait l'"Initiative des Trois Mers" entre quelques pays de l'Europe de l'Est, bordant la mer Baltique, la mer Égée et la mer Noire. L'initiative promet un rideau vertical Nord-Sud de projets d'infrastructure contrôlés par l'Occident. Cette initiative creuse encore plus le fossé entre la Russie et ses voisins d'Europe occidentale, aggravant ses craintes d'isolement et accélérant son pivotement vers le Sud et vers l'Est.

The Three Seas Initiative lancée par la Pologne, un partenaire émergent de l'OTAN



Un Rideau d'infrastructure sépare la Russie de l'Europe



Ainsi d'un acronyme pour l'investissement à Wall Street, le BRIC a évolué en BRICS, un concept géopolitique, se positionnant comme une contre-puissance face à l'OTAN, au G7, et au Collectif Occidental.

Une doctrine MAG, Mutually Accelerated Growth, ou Croissance Mutuelle Accélérée, adoptée au cours de ses sommets ultérieurs a ajouté une dimension de développement à la dimension géopolitique initiale du concept. En 2014, le 15 juillet, premier jour du 6ème Sommet du BRICS, à Fortaleza, au Brésil, une Nouvelle Banque de Développement (NBD) est lancée. Un Arrangement de Réserve de Devises (CRA), et d'autres institutions ont été également lancés, rappelant le FMI et les institutions de Bretton Woods, la BAI, Banque Asiatique pour les Investissements d'Infrastructure et l'initiative chinoise Ceinture et Route (BRI). Cette nouvelle dimension géoéconomique complète la dimension géopolitique initiale du BRICS. La doctrine de non-ingérence dans les affaires internes des pays membres et clients et le principe de non-conditionnalité des crédits ont été proclamés comme principes fondamentaux du BRICS et de ses nouvelles institutions. La doctrine de financement basé sur les projets plutôt que sur les réformes contraste avec les pratiques des institutions de Bretton Woods. La civilisation, l'échange culturel et les échanges interpersonnels entre les populations, People2People, confirmés dans la Déclaration du XVème Sommet, créent un nouveau consensus, le Consensus du BRICS+, qui contraste avec la doctrine et les pratiques du Consensus de Washington.

B. Agenda du BRICS+

Ces caractéristiques géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles ont encore augmenté l'attractivité des BRICS+ tant pour les membres existants que pour les membres potentiels. BRICS plaide une mission visant à :

1. EMDC

- Rassembler les Marchés Émergents et les Pays en Développement (EMDC) pour œuvrer ensemble dans le respect mutuel des souverainetés et la dignité, à promouvoir le développement mutuellement accéléré, MAG, la sécurité et les échanges entre les peuples et les civilisations.

2. MAG

- Œuvrer à promouvoir une croissance mutuelle accélérée, MAG, dans un paradigme gagnant-gagnant pour le système des relations internationales

3. Communauté Mondiale

- Construire une Communauté Mondiale d'Intérêts Partagés,

4. Réforme radicale du Système Multilatéral

- Œuvrer à instaurer un meilleur respect de la charte des Nations Unies et du droit international et à réaliser une réforme radicale du Système Multilatéral pour une meilleure représentation et une plus grande voix des EMDC.

5. Dédollarisation

- Trouver une meilleure alternative au système international en place de financement, de monnaie de réserve et de paiement, et de taux d'intérêt et de change.

1. EMDC

L'architecture de gouvernance mondiale par le Système Multilatéral actuel avait été mise en place en 1945, avec en vue principalement la reconstruction, la sécurité, la paix, et l'équilibre de puissance entre les protagonistes de la Seconde Guerre mondiale.

Le Système Multilatéral actuel a besoin d'une mise à jour et d'une réforme radicale pour une meilleure représentation et une voix plus forte pour les nouveaux pays et les EMDC, les marchés émergents et les pays en développement, dont beaucoup n'existaient pas encore et n'étaient donc pas des protagonistes des guerres de l'Occident ou des deux guerres mondiales. La réforme doit à ce titre toucher aussi bien la structure que la mission et les objectifs du Système Multilatéral de gouvernance globale, GG, vers un paradigme gagnant-gagnant, tenant compte de la mondialisation, et donnant une plus grande priorité au développement et aux échanges entre les peuples et les civilisations.

La guerre de l'Ukraine et celle de Gaza ont donné beaucoup de visibilité aux doléances du BRICS et au vote de ses membres, dont en particulier l'Afrique du Sud, à l'ONU et à leurs positions franches sur les questions internationales. De même, ces deux conflits, ont-ils fortement relativisé l'autorité morale de l'Occident, l'universalité de ses valeurs et de ses paradigmes et son emprise sur la Gouvernance Globale.

Ils ont, par contre, consolidé le potentiel du BRICS+ en tant que plaideur des EMDC et comme système d'autonomisation et d'empowerment des pays sous-représentés dans le système actuel des relations internationales.

2. MAG

Le système des relations internationales doit également mieux tenir compte de la construction communautaire du Village Mondial, qu'est devenu le Monde aujourd'hui, par l'instauration de valeurs villageoises d'harmonie et d'esprit communautaire. Aujourd'hui, le système des relations internationales a autant, sinon plus besoin de paradigmes de lutte contre les défis globaux, d'équilibre de développement, et de MAG, Mutually Accelerated Growth, que de paradigmes d'équilibre de puissance et de MAD, Mutually Assured Destruction.

3. Communauté mondiale

L'orientation mondialiste du BRICS contraste avec l'isolationnisme croissant post-COVID-19 des États-Unis, de l'UE et du G7. La montée et la compétitivité du Japon, de la Corée du Sud, des pays de l'ASEAN et maintenant de la Chine et de l'Inde, etc., ont conduit les États-Unis et un nombre croissant de pays industrialisés à inverser progressivement leur discours et leur plaidoyer en faveur des règles du marché et du libre-échange international. Ils ont également conduit à des conflits commerciaux, à des guerres tarifaires, à des exceptions aux règles de l'OMC et à des sanctions unilatérales extraterritoriales. Ces développements, aggravés par le COVID-19, ont ressuscité un discours populiste de nationalisme, de fin de la mondialisation et de retour à la logique de proximité dans la production industrielle, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement et de production.

Il y a lieu de noter cependant, que la Mondialisation est un mouvement de l'Histoire qu'il est difficile de renverser. Tout comme pour les murailles des cités des 15e et 16e siècles, les avancées technologiques dans le transport, la communication, la production industrielle partagée, le travail à distance, etc., remettent en question les frontières des États-nations. Elles remettent en cause la capacité de ces frontières à accommoder ou à contenir les échanges commerciaux, le développement économique, social, politique et culturel actuel. La Mondialisation peut être ralentie ou bloquée pour un temps, mais il est, aujourd'hui, au 21e siècle, aussi impossible d'inverser le cours de son paradigme qu'il aurait été d'inverser le cours du paradigme des États-nations des 19e et 20e siècles pour revenir au paradigme des cités-États des 15e et 16e siècles.

Au lieu de la régression vers l'isolationnisme, de nouveaux mécanismes et arrangements peuvent être et sont mis en place pour faire face à la Mondialisation. Ces mécanismes visent à gérer les défis mondiaux tels que la croissance démographique, les pandémies, la pénurie de ressources, le changement climatique, le réchauffement climatique, les déchets et la pollution, etc.

MITKA, Mexique, Indonésie, Turquie, Corée et Australie, par exemple, un système multilatéral, a été mis en place par ces pays pour faire face à la Mondialisation. L'Indonésie a fait appel à ce système multilatéral pour mieux lutter contre la pandémie COVID-19.

L'Indonésie fait appel au multilatéralisme de MIKTA pour lutter contre la COVID-19.



Comme tout village, le Village Mondial a besoin de valeurs villageoises et de paradigmes de gouvernance de proximité, de convivialité, de vivre ensemble, et d'harmonie. Les défis globaux du Monde actuel ne peuvent pas être confrontés avec des guerres, des sanctions, des paradigmes perdant-perdant ou même, gagnant-perdant, et des solutions uniquement sécuritaires. Ils demandent des paradigmes de compétition constructive et d'innovation comme dans le sport et la science, plutôt que de paradigmes de compétition destructrice comme dans la guerre.

4. Réforme radicale du Système Multilatéral

Le Système Multilatéral, principalement le système des Nations Unies, et les institutions de Bretton Woods, a été conçu et mis en place en 1945, à la lumière de préoccupations primordiales de paix, de sécurité et de reconstruction, etc., pour les pays protagonistes de la Seconde Guerre mondiale.

Un paradigme perdant-perdant de guerre froide et d'équilibre de puissance et de la terreur, MAD (Mutual Assured Destruction), essentiellement sécuritaire, et bipolaire à cette époque, s'est instauré entre ces pays. Il a gouverné les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Il continue à prévaloir même après la Chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'ancienne Union Soviétique en 1991.

Après soixante-quinze ans d'histoire, de nombreux nouveaux acteurs ont vu le jour. La structure de représentation et la mission du Système Multilatéral doivent être mises à jour pour tenir compte de ces mutations. Les crises et les guerres sans fin qui ont caractérisé la période unipolaire qui a suivi la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique, les nouveaux défis mondiaux, qui ne peuvent pas être adéquatement abordés dans le paradigme perdant-perdant actuel, illustrent l'urgence de cette mise à jour et de la réforme.

C. Dédollarisation

Le gel unilatéral des actifs en dollars de la Russie après l'invasion de l'Ukraine a attiré l'attention de tous les observateurs et des détenteurs d'actifs en dollar, quelles que soient leurs relations avec les États-Unis. La décision a remis à l'ordre du jour le débat de longue date sur la dédollarisation pour atténuer le risque de confiscation unilatérale et extraterritoriale et d'autres abus du statut du dollar, comme monnaie internationale de réserve et paiement. La dédollarisation

est aussi débattue comme un impératif pour mettre fin au financement des soi-disant "guerres sans fin" des USA financées par des déficits de la balance des paiements. Ces préoccupations ont placé la "dedollarization" en tête de l'agenda de nombreux pays, comme le BRICS+, qui avait mis aussi la dedollarization en tête de son agenda. La question de la dedollarization peut, en fait, avoir été l'un des motifs qui ont incité l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis à postuler l'adhésion et les pays membres à les inviter aux BRICS+

III. XVème Sommet du BRICS

A. Expansion

Pendant les 14 derniers sommets qui ont suivi la création du BRICS+, c'est-à-dire depuis 2009, la question de l'expansion n'a pas été soulevée. Les développements récents dans les relations internationales ont contribué à la mettre à l'ordre du jour du XVème Sommet des BRICS en août 2023, à Johannesburg, en Afrique du Sud. En fait les critères d'adhésion et le protocole d'admission n'ont fini d'être préparés qu'en août 2023 pour la décision d'expansion. Les points à noter de l'expansion sont :

1. Eligibilité

- EMDC

Les membres éligibles sont les marchés émergentes et les pays en développement, « Emerging Markets and Developing Countries ». Le concept EMDC rappelle le concept plus simple de "pays en développement" du G77. Il permet de réunir la Russie et la Chine, qui ne peuvent guère être décrites comme des pays en développement, avec des pays en développement d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, et peut-être d'Europe.

- ONU, UNSC & ODD

L'acceptation de la charte des NU, des ODD, la loi internationale et l'engagement en faveur de la réforme radicale de l'ONU sont également des critères fondamentaux de candidature. Les nouveaux membres doivent également accepter toutes les décisions passées du Groupe. Une décision passée importante est le soutien déjà affirmé du BRICS aux candidatures du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à des sièges permanents au Conseil de Sécurité des NU.

- Relations et contributions positives

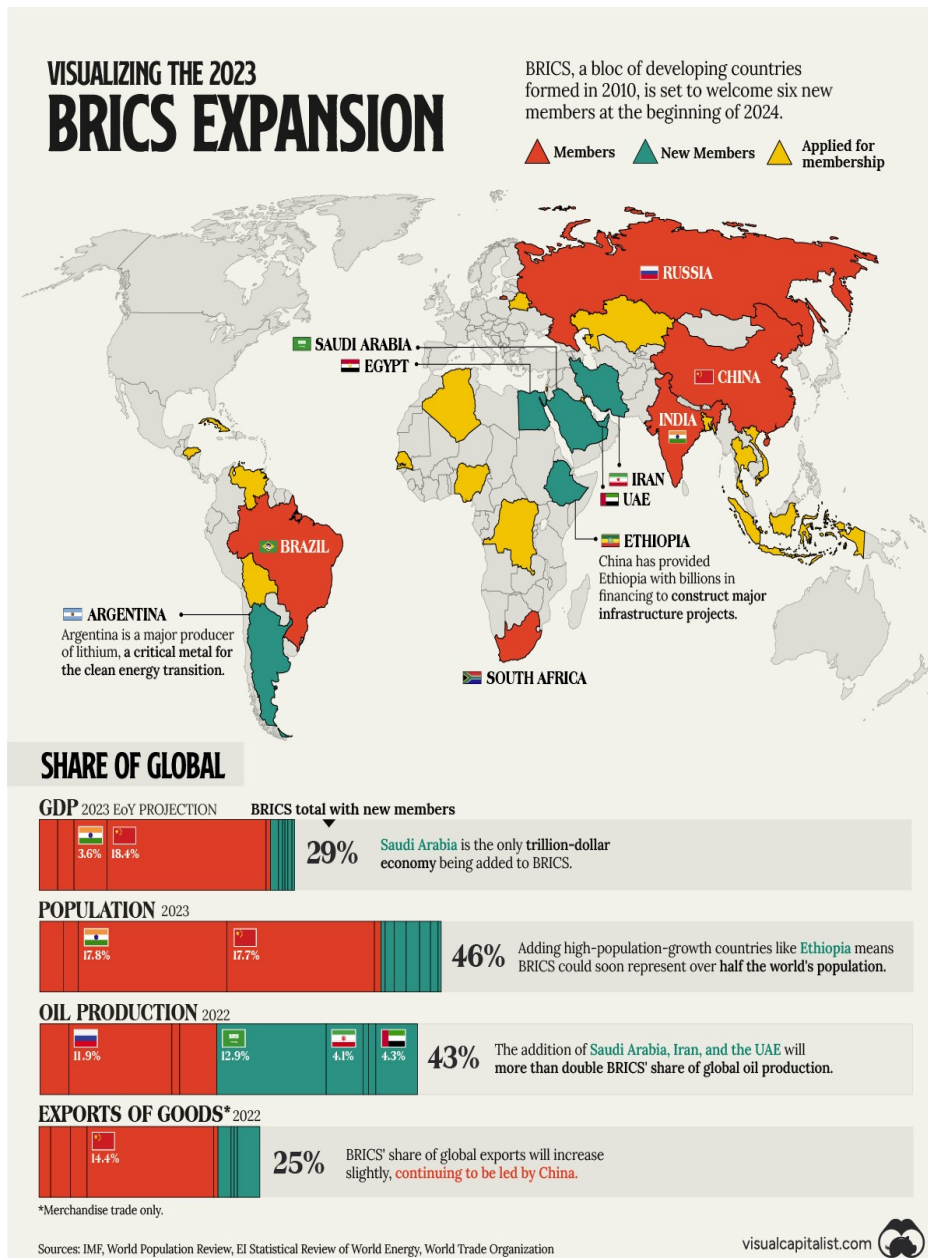
Les candidats à l'adhésion doivent aussi avoir de bonnes relations avec les membres existants et avoir le potentiel de contribuer positivement au Groupe.

2. Participation au XVème Sommet

Soixante (60) pays ont assisté, quarante (40) pays ont exprimé leur intérêt, vingt-trois (23) ont demandé à adhérer, et six (6) ont été invités à rejoindre le Groupe. Les pays qui ont postulé, mais n'ont pas été invités ont le statut de « Partenaires du BRICS+ ». Les pays qui ont exprimé l'intérêt pour le BRICS+ mais n'ont pas demandé à adhérer ont le statut de « Amis du BRICS+ »

3. Adhésion

Des lettres d'expression de demande d'adhésion sont envoyées par les pays candidats au pays organisateur du Sommet BRICS. Les sherpas examinent l'éligibilité et soumettent les demandes aux Ministres des Affaires Etrangères des pays membres. Ceux-ci les inscrivent, à leur tour, à l'ordre du jour des leaders du Sommet du Groupe pour décision à l'unanimité.



B. Déclaration du Sommet

Plusieurs points méritent d'être notés dans la Déclaration du XV^{ème} Sommet des BRICS. Un premier point est son insistance sur le concept de Communauté Mondiale. Cette position contraste avec l'isolationnisme croissant et les discours en Occident sur la démondialisation. Le concept de Croissance Mutuelle Accélérée (MAG) constitue également un nouveau concept et un changement majeur par rapport au paradigme classique de compétition ou de rivalité géopolitique. Il contraste en particulier, avec le concept de croissance autarcique. Il contraste aussi avec le concept de la Destruction Mutuellement Assurée (MAD) de l'ère de la guerre froide.

Déclaration du XV^{ème} Sommet des BRICS, août 2023

Préambule

Partenariat stratégique basé sur

8 Principes

	3 Piliers	
	5 Défis	
8 Principes	3 Piliers	5 Défis
1. Respect mutuel	P1 : Sécurité	1. Communauté Mondiale
2. Égalité souveraine		2. MAG : Croiss Mutuel Accélér
3. Solidarité	P2 : Développement	3. ODD : Objectifs Dév Durable
4. Démocratie **		4. P2P : Échanges culturels
5. Ouverture	P3 : Civilisation	5. Réforme Sys Multilatéral
6. Collaboration		
7. Inclusion		
8. Consensus		

Il est également intéressant de noter dans la Déclaration, que le principe de consensus dans la prise de décision a été maintenu. Il est réaffirmé face au plus grand de membres et aux grandes disparités de profils, de moyens, de priorités et de modèles sociaux entre eux. Il est tout aussi intéressant de noter le concept "Civilisation", élevé au statut de troisième pilier des BRICS+, ainsi que la nouvelle importance accordée aux échanges culturels, P2P, entre les jeunes et les populations de base.

C. Intérêt de la France au BRICS

Le président français, Emmanuel Macron, a exprimé son intérêt à assister au Sommet des BRICS d'août 2023 mais n'a pas été invité. Il a peut-être simplement voulu participer en tant que pays observateur et rencontrer les dirigeants des pays participants du Groupe, ou s'adresser à la conférence BRICS-Afrique le 24 août. Macron pourrait également avoir voulu discuter la politique d'adhésion au BRICS, en particulier son ouverture à l'adhésion des EMDC européens, voire de la France et des autres pays du G7. Il serait intéressant de savoir qui s'est opposé à son invitation. Ce n'est pas probablement pas l'Inde.

IV. Impact du BRICS

Le BRICS+ est un concept encore en construction. Il a évolué d'un concept d'investissement en 2001, en un concept géopolitique en 2009, et aujourd'hui en un concept intégré, géopolitique, géoéconomique et géoculturel, comme le montre la Déclaration du XVème Sommet de 2023. Il n'existe pas encore d'études systématiques d'impact sous aucun angle, et encore moins d'étude globale d'impact. On peut, cependant, procéder à une tentative d'évaluation. L'évaluation doit cependant préciser le point de vue de l'évaluation, qui n'est plus celui de Jim O'Neil.

A. Impact géopolitique

D'un point de vue géopolitique, on peut dire que le BRICS a déjà contribué à remodeler pacifiquement l'ordre international. Il a contribué à la naissance d'un mouvement, ou Bloc, fort et probablement durable, semblable au G77, plaidant pour une réforme radicale du Système Multilatéral. Il constitue, à ce titre, une "tentative conservatrice des puissances du Sud [et des EMDC]

pour obtenir ce qu'elles considèrent comme leur place légitime sur la scène mondiale" (Vijay Prashad).

De même, le BRICS+ a-t-il contribué à façonner, de manière inattendue pour l'Occident global, les réactions internationales aux guerres en Ukraine et à Gaza. Il a peut-être aussi contribué à une plus grande prise de conscience, surtout pour l'Occident global, des limites des sanctions et du coût de l'unilatéralisme et de l'extraterritorialité. Il a remis à l'ordre du jour la réforme radicale du System Multilatéral actuel. Enfin, il a peut-être ré-impulsé une solidarité et des tentatives en miroir parmi les puissances occidentales en place de s'unir afin de protéger le statu quo et leurs privilèges dans la gouvernance mondiale et la prise de décision du Système Multilatéral actuel. Il a ainsi peut-être contribué à la naissance, non pas d'un ordre mondial bipolaire, mais plutôt d'un ordre mondial multipolaire dual.

B. Impact géoéconomique

En 2014, soit cinq (5) petites années après sa première réunion en 2009 à Iekaterinbourg, en Russie, initialement en tant que concept géopolitique, le BRICS a ajouté une dimension géoéconomique. Il a lancé la Nouvelle Banque de Développement (NBD), une banque avec 50 milliards de dollars de capital souscrit, pour financer des projets d'infrastructure et liés au climat. En 2022, c'est-à-dire en huit ans, la NBD avait accordé 32 milliards de dollars pour des projets de nouvelles routes, de ponts et des projets d'eau, soit au taux de 4 milliards de dollars par an.

L'inclusion explicite des projets climatiques contraste avec d'autres banques d'infrastructure, telles que la BAII (Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures). Elle contraste également avec l'Accord de Paris, sans moyens, de la COP 21 en 2015.

La Chine, et les autres membres du BRICS, fondateurs, nouveaux et futurs, consentiront beaucoup de moyens et d'efforts pour augmenter les interventions de la NBD et les optimiser avec celles de la AIIB, des autres institutions multilatérales, et avec les interventions de leurs propres institutions souveraines. Pour beaucoup de pays, ces institutions constituent un complément, voire une alternative, aux institutions en place.

C. Impact soft

Les valeurs, les paradigmes comparés de gouvernance politique, de modèles de démocratie libérale par opposition aux régimes autoritaires et autres paradigmes politiques et civilisationnels, sont devenus des thèmes fréquents dans les narratifs, les rivalités, les discours et les surenchères géopolitiques.

L'Afrique du Sud a pris l'initiative de prendre Israël à la Cour Internationale de Justice sur la guerre de Gaza. Elle a pris cette initiative certainement en reconnaissance du soutien infaillible et indéfectible qu'elle avait reçu de la part de la direction palestinienne pendant sa lutte contre l'apartheid. L'initiative a néanmoins pris la tournure d'une revanche et d'une plateforme de surenchère morale, aidant BRICS+ à inverser la situation contre le jugement et la condamnation de Poutine par cette même Cour, mais aussi et surtout contre les fréquentes admonitions de l'Occident sur la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, etc.

L'initiative de l'Afrique du Sud, membre du BRICS+, a surtout pris la tournure symbolique d'une révolte de l'Afrique contre les biais flagrants et les doubles standards perçus de l'ordre international établi. En accusant Israël et en la traduisant devant la Cour Internationale de Justice, par de là l'opposition véhémente de ce pays et celle de ses puissants alliés aux États-Unis et en Europe, l'initiative a pris la tournure d'une revanche pour l'Afrique et les EMDC et marqué, pour l'Histoire, un tournant dans des relations internationales. L'Afrique du Sud n'aurait pas pu prendre cette initiative avant l'essor du BRICS+. Elle n'aurait pas pu, non plus, la prendre seule et sans être sûre et assurée du soutien du Groupe. Le procès d'Israël dans la Cour Internationale de Justice est un signal fort du changement qui est en train de se produire dans les

relations internationales. Il illustre la nouvelle puissance soft et l'indépendance de l'Afrique du Sud. Il illustre aussi l'efficacité et la puissance soft du BRICS+.

L'initiative a considérablement accru le prestige de l'Afrique du Sud, mais aussi celui du BRICS+, et son attractivité.

V. SWOT BRICS+

A. Forces et Opportunités

1. Force de Ressources et de Moyens

L'expansion a abouti à un BRICS+ couvrant une grande masse terrestre, une grande population, le contrôle de l'énergie et de ressources naturelles et agricoles importantes, et possédant un potentiel important d'investissement, de marchés et de commerce international.

De BRICS à BRICS+		
Superficie :	45,74 millions de km ²	
Population :	3 385,80 millions de pers	40% -> 46% du monde
PIB :	\$30,30 trillions	25% -> 29% du monde
Production de pétrole :		43% du monde
(Un nouvel OPEP !)		
Exportation de biens :		25% du monde
Réserves de devises (2018) :	6,5 trillions de dollars	

La couverture large des sources d'énergie, rappelle celle de l'OPEP. La couverture du secteur de l'énergie, tant du côté de l'offre que de la demande est remarquable. Elle inclut les principaux fournisseurs d'énergie de la Chine, à savoir la Russie, l'Arabie Saoudite, et l'Iran, membres du Groupe. Elle améliore fortement la sécurité énergétique de ce pays.

BRICS+ est parfois comparé au G7. L'expansion l'a beaucoup rapproché de ce groupe :

	PIB (trUS2023 \$)	% du PIB mondial
I. G7	45,9	43%
II. BRICS 10	30,3	29%
BRIC 5	27,7	26,0%
Arabie Saoudite	1,1	1,0%
4 autres	1,5	2,0%
III. Reste du monde	29,5	28%
PIB mondial Total	105,7	100%

Potentiel de croissance à 2050

I. G7 = 50%

II. BRICS = 189%

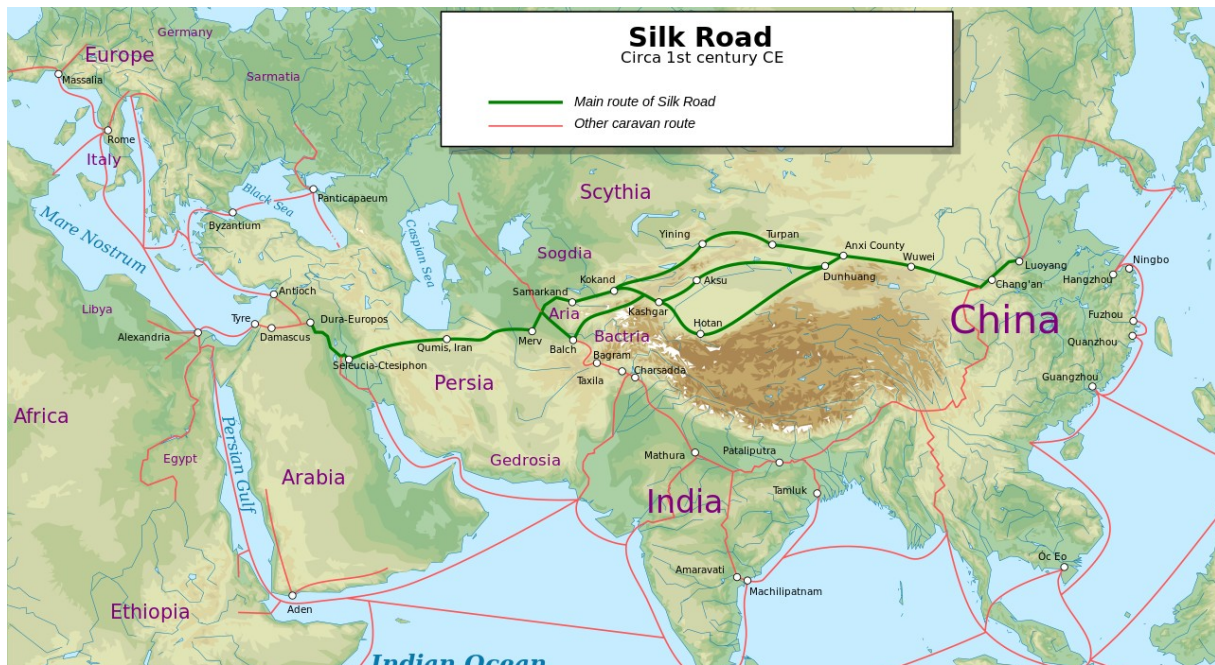
Égypte = 650%

Éthiopie = 1170%

Les futures expansions renforceront encore plus la puissance et la position de BRICS+ le secteur des ressources, dans l'économie mondiale, et dans le système de relations internationales par rapport au G7, au G20 et par rapport à tous les autres groupements.

2. Force de Position

En plus de sa "Force de Ressource", force de frappe ou puissance de feu, obtenue par un contrôle remarquable des ressources et des marchés, BRICS+ ajoute une "Force de Position" comme dans le jeu chinois de Go. Cette Force de Position vient au Groupe de la couverture du contrôle de certaines ceintures commerciales continentales et des routes, détroits et passages maritimes mondiaux, parmi les plus importants. En effet, BRICS+ couvre le détroit d'Hormuz, la corne de l'Afrique, la mer Rouge et le canal de Suez. Il couvre également l'isthme intermarium entre la mer Caspienne et le golfe Persique. Cet isthme a été tout au long de l'histoire le corridor de la route de la soie terrestre et d'autres routes commerciales continentales majeures partant de la Chine et de l'Asie centrale passant à travers l'Iran et aboutissant aux ports de la Méditerranée et de la mer Noire. Il y a lieu de signaler que la Chine et l'Iran ont récemment conclu un accord de près de 400 milliards de dollars pour financer plusieurs projets d'infrastructure en Iran. C'est aussi ce qui module, au moins en partie, la position de la Chine et du BRICS+ sur la guerre de Gaza et les conflits au Moyen-Orient.



3. Impact soft

La puissance soft portée par la culture, les civilisations, les échanges interpersonnels, etc., est aujourd'hui un thème récurrent dans les discours, les considérations et les rivalités géopolitiques.

Certains membres de BRICS+ tels que la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Iran, l'Arabie Saoudite, etc., sont les berceaux et les gardiens de certaines des plus grandes et plus anciennes civilisations et religions du monde. Ces membres sont culturellement et politiquement influents au niveau international et dans leurs voisinages géopolitiques respectifs.

Certains membres abritent également les sièges d'importantes institutions internationales telles que le Mercosur au Brésil, l'Organisation de la Conférence de Shanghai en Chine, la Ligue des États Arabes en Égypte, l'UA et la CEA en Éthiopie, etc. Lors de sa récente en Égypte, le Président du Brésil a prononcé un discours au siège de la Ligue des États Arabes.

Ces éléments dotent le BRICS d'une grande puissance soft et renforcent sa doctrine et sa stratégie de respect de dignité et de souveraineté. L'expérience de certains membres du Groupe, tels que la Chine, l'Iran, etc., sera une inspiration pour les membres du BRICS+ dans la mise en levier de cette puissance immatérielle soft au service des stratégies de développement et des relations internationales. La Chine a par exemple établi un réseau mondial extensif d'Instituts Confucius. La puissance soft et la culture peuvent également être déployés comme une réponse à la prétention de l'Occident Collectif à la supériorité et à l'universalité absolues de ses valeurs et de ses paradigmes sociaux et politiques. Ces atouts peuvent être déployés en particulier comme réponses aux attaques de l'Occident contre les paradigmes sociaux et politiques alternatifs prévalant dans certains pays membres de BRICS+, en particulier la Chine et la Russie.

B. Faiblesses et Menaces

1. Disparités

Le BRICS+ est caractérisé par de grandes disparités en termes de superficie, de population, de niveau de développement, de paradigmes sociaux et politiques, de profil et de niveau de développement industriel, technologique, de puissance militaire, etc.

	Disparités au sein du BRICS+	
	Plus grand	Plus petit
Superficie (millions de km²)	17,08	0,08
Population (millions)	1377,80	4,10
Densité (p/km²)	364	8
PIB (trillions \$)	19,00	0,16
PIB par habitant (000\$)	78,00	3,70

Ces disparités peuvent être de grandes sources de diversité, d'enrichissement et de croisement culturels. Elles peuvent être aussi des sources de différences de priorités, d'orientations, etc., et tourner ainsi la règle de consensus dans la prise de décision du Groupe en un défi de gestion et de gouvernance.

2. Conflits

Il existe de nombreux conflits internes au sein du BRICS+ entre certains membres, tels que le conflit frontalier Chine-Inde, le conflit Égypte-Éthiopie sur le barrage de la Renaissance sur le Nil, etc. Ces conflits représentent des faiblesses internes importantes du BRICS+. De plus, certains membres apportent au Groupe un bagage de conflits avec des grandes puissances extérieures au Groupe. Le conflit de l'Iran avec les États-Unis en est un exemple. L'appartenance de l'Inde au QUAD, les arrangements sécuritaires de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis avec les États-Unis, etc., représentent également des défis majeurs. Comme les disparités, les faiblesses et les menaces

engendrées par les conflits constituent encore un autre défi redoutable pour la gestion, la gouvernance et le leadership de BRICS+.

3. Consensus

La règle du consensus de BRICS+ en matière de prise de décision est considérée par le Groupe comme un principe fondamental d'égalité et de respect de souveraineté entre les membres. Elle contribue dans une certaine mesure à la cohésion du Groupe et à l'atténuation du défi des disparités. Il est important de souligner que les membres de BRICS, par la règle du consensus, ont chacun un droit de veto. Ils doivent avoir débattu, par exemple, de la décision d'expansion et avoir avalisé l'invitation de tous les nouveaux membres. Ils ont ainsi choisi de lever les défis des disparités et des conflits introduits au sein du Groupe par l'expansion.

Il est douteux, cependant, que cette règle puisse être maintenue face aux disparités croissantes avec l'expansion. Le consensus était un défi pour un BRICS à 5 membres. Il l'est encore plus aujourd'hui pour un BRICS à 10 membres. Il deviendra un défi redoutable pour la gouvernance et la prise de décision au fur et à mesure que le Groupe s'agrandit. Le défi est composé par les conflits internes et externes que l'expansion inévitablement introduit au sein du Groupe.

C. Pérennité du BRICS+

Les disparités internes et les conflits intérieurs et extérieurs, compliqués par la règle de consensus dans les décisions, constituent des menaces majeures à l'efficacité, à la cohésion, à la solidarité et peut-être même à la pérennité du Groupe. Ils constituent des défis majeurs au leadership du BRICS+. Le leadership fort et soft de la Chine a pu rapprocher l'Arabie Saoudite et l'Iran. Ce rapprochement est-il durable ? La Chine et l'Inde ont pu jusqu'ici maîtriser leur conflit de frontières. Le leadership pourrait-il le faire pour tous les conflits intérieurs et extérieurs ?

La Chine a pu jouer un rôle de leadership, et contribuer à conclure et ratifier rapidement le RCEP, malgré les conflits historiques, culturels et territoriaux qui divisent les 15 pays signataires entre eux et surtout avec la Chine. De même, a-t-elle pu construire avec les 15 pays du groupe, une « **communauté régionale avec des intérêts partagés** » et construite, **un consensus** fort sur l'impératif de la sauvegarde et la consolidation du paradigme positif de relations régionales entre le Nord Est de l'Asie, l'ASEAN, et le Sud de l'**Est du Pacifique**.

La Chine peut-elle reproduire cette expérience au sein du BRICS+ ?

VI. La Tunisie au XVIe Congrès du BRICS+

A. Le XVIe Congrès du BRICS

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept de Wall Street en BRICS+, un système de relations internationales. En octobre 2024, à Kazan, en Russie, lors du XVIème Sommet BRICS+, les dix membres du Groupe se réuniront sous la présidence de Poutine, son initiateur, toujours en guerre avec l'OTAN et l'Occident Global. Poutine, le joueur d'échecs et stratège visionnaire, s'alliera à son meilleur ami Xi Jinping, le joueur de Go, et aux autres membres du Groupe pour consolider et faire progresser BRICS+, et assurer le succès du Sommet, dans le cadre d'une règle de consensus et d'un contexte international difficiles.

Il sera intéressant de voir ce que le Sommet, sous cette direction et dans le contexte des relations internationales actuelles, décidera concernant les questions suivantes:

1. **Ruée vers le BRICS**
2. **Expansion**
3. **Adhésion européenne**
4. **Dédollarisation**

5. Règle du consensus

1. Ruée vers le BRICS+

Le Consensus BRICS+, la doctrine de non-ingérence et la politique de non-conditionnalité de financement de la NBD, malgré la taille encore petite de la Banque, attirent fortement l'intérêt à l'adhésion au Groupe. L'adhésion ou le partenariat constitueront pour plusieurs pays, un complément attractif ou même, pour certains pays, une alternative au FMI et au système de Bretton Woods, et même au Système Multilatéral actuel.

Il faut s'attendre, à ce titre, à une forte pression de l'extérieur et à une grande tentation de l'intérieur en faveur de l'expansion continue et de l'ouverture de l'adhésion au BRICS+.

2. Expansion

La règle du consensus en matière de prise de décision limitera nécessairement l'expansion à un petit nombre de pays. Même ainsi, de nombreux pays postuleront l'adhésion, pour acquérir au moins le statut de "Partenaires du BRICS+", accordé à tous les pays candidats.

L'Algérie, le Nigéria, le Venezuela, le Kazakhstan, et la Biélorussie, sont les pays les plus susceptibles de postuler et d'être invités à devenir membre. Leur adhésion renforcerait considérablement sa force de ressource, c'est-à-dire la masse territoriale du BRICS+, sa démographie, son contrôle de l'énergie et des ressources et son potentiel en main-d'œuvre, marchés d'infrastructures, de consommation et commerce, avec l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie. Elle renforcerait aussi sa force de position, c'est-à-dire son positionnement géostratégique.

L'Algérie est une amie proche à la fois de la Chine et de la Russie. Elle a postulé pour l'adhésion en 2023, mais n'a pas été invitée. Elle est presque sûre de postuler et d'être invitée cette année. L'Algérie apportera son statut de troisième membre de la Troïka de l'Union africaine. Elle contribuera particulièrement son poids dans le secteur de l'énergie et sa position sur la Méditerranée Occidentale, au sud de l'UE Latine. Elle contribuera aussi sa position sur la future Route 2 du système routier Trans-Sahara et sur le futur gazoduc Transsaharien Lagos-Alger. Ces deux infrastructures constituent la colonne vertébrale majeure d'un futur corridor central multimodal, multifonctionnel entre l'Afrique continentale et l'Union Européenne. Ce corridor est devenu impératif après la guerre en Ukraine et le sabotage du Nordstream.

Le Nigéria apportera son statut de membre de la Troïka africaine de l'UA, sa position sur l'Atlantique, son poids démographique, et son poids dans le secteur de l'énergie. Il apportera surtout son statut de fournisseur alternatif stratégique d'énergie à l'Europe après la guerre en Ukraine, à travers le gazoduc Nigéria-Maroc Atlantique et à travers le futur gazoduc continental Transsaharien Lagos-Alger.

Le Venezuela apportera son poids dans le secteur de l'énergie et son indépendance des États-Unis. Il consolidera la présence de l'Amérique du Sud dans le BRICS+.

Le Kazakhstan contribuera son statut de membre de la Communauté des États Indépendants (CEI) et de membre principal de l'UEEA (Union Economique Eurasiatique) préconisé par la Russie. Il contribuera également son statut de pays d'Asie Centrale, où la Chine a annoncé pour la première fois, à Astana en 2013, son initiative BRI, concernant la route de la soie. Le Kazakhstan contribuera enfin sa vaste masse territoriale et son capital d'énergie et de ressources naturelles.

La Biélorussie contribuera son statut de pays de transit pour de nombreux gazoducs vers l'UE. Politiquement, culturellement et ethniquement proche de la Russie, son invitation en tant que pays européen sera un précédent majeur. Elle sera le signal de l'extension du concept BRICS+ à des EMDC européens comme la Serbie et la Hongrie, voire simplement aux pays européens.

L'expansion augmentera les disparités et rendra le maintien de la règle du consensus dans la gouvernance des BRICS+ encore plus difficile qu'elle ne l'est déjà. En retour, elle renforcera considérablement l'emprise des BRICS+ sur la situation énergétique et sur les ressources, tant du côté

de l'offre que de la demande. Elle renforcera également considérablement la force de position géostratégique du Groupe sur l'Atlantique et dans l'hémisphère occidental, la Méditerranée et l'hémisphère central, et en Asie dans l'hémisphère oriental.

3. Adhésion européenne

Il sera intéressant de voir si l'Indonésie, le Mexique et le Maroc postuleront. Il sera particulièrement important si des pays européens, comme la Serbie et la Hongrie, que le président chinois, Xi Jinping, a inclus dans son récent périple européen, présenteront leurs candidatures. L'importance de la candidature et de l'adhésion de la Biélorussie aux BRICS est qu'elle établira le précédent de l'éligibilité des EMDC européens à l'adhésion aux BRICS+. La question de l'éligibilité des pays européens à l'adhésion au BRICS pourrait avoir été le motif derrière l'intérêt du président français Macron à assister au XVème Sommet en 2023 en Afrique du Sud.

L'adhésion européenne représentera un changement majeur de paradigme dans le statut du BRICS+ et dans les relations internationales.

4. Dédollarisation

Sous la présidence de la Russie, la recherche d'une alternative au dollar, pour une monnaie internationale ou de groupe, sous une forme ou une autre, est susceptible de progresser considérablement vers la réalité.

Ce scénario est plausible, non pas tant comme une vengeance de la Russie pour la confiscation de ses actifs en dollars, mais plutôt comme une nécessité du nouvel ordre international. La dédollarisation répond à la nouvelle réalité économique, commerciale et financière du Monde, en particulier à la montée de l'Asie.

Elle porte aussi le potentiel de contribuer à la paix et à la démilitarisation des relations internationales. Elle le fera en réduisant la tentation et le piège de l'instrumentalisation extraterritoriale des taux de change, des taux d'intérêt, des monnaies de réserve, et du financement des guerres par les déficits de la balance de paiement.

Cependant, la dédollarisation devra être et sera conçue et mise en œuvre de manière responsable et de manière à atténuer l'impact négatif sur l'économie mondiale. Elle doit en effet prendre en compte l'impact catastrophique d'une dédollarisation hâtive et vengeresse sur les économies des États-Unis et de l'UE, économies très importantes pour l'économie mondiale. Ces deux économies sont également très importantes pour de nombreux membres du BRICS+, et particulièrement importantes pour un membre principal du BRICS+, la Chine.

Commerce de la Chine avec le QUAD 2023(\$USbn)

	Total	Export	Import	Solde
USA	664.5	500.3	164.2	336.1
Japon	318.0	157.5	160.5	-2.9
Australie	229.1	73.8	155.4	-81.6
Inde	136.2	117.7	18.5	99.1
Total	1347.8	849.3	498.6	359.7

5. Règle du consensus

Le XVIème Sommet des BRICS+ à Kazan, en Russie, en octobre 2024, débattrà presque sûrement de la règle du consensus, mais il la maintiendra probablement pour ce tour. Avec le temps, la règle devra

évoluer vers la règle de la majorité ou plus probablement, vers un système de prise de décision semblable à celui du Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle peut aussi évoluer vers une règle bicamérale comme dans le Congrès des États-Unis.

B. La Tunisie au BRICS+

Dans la région du Maghreb, il sera intéressant de voir si la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie postuleront. En 2023, pour le XVème Sommet, la Tunisie a exprimé son intérêt pour l'adhésion aux BRICS mais n'a pas postulé. Le Ministre des Affaires Etrangères de la Tunisie a assisté au XVème Sommet en Afrique du Sud et a prononcé un discours lors de la conférence BRICS-Afrique le 24 août. Même si elle peut ne pas se qualifier pour l'adhésion, la Tunisie pourrait vouloir postuler quand même en 2024. Même si elle n'est pas invitée, elle acquerra le statut de "Partenaire des BRICS+". Ce statut élargira l'espace et les opportunités pour ses actions et ses négociations diplomatiques. Également important, le partenariat avec les BRICS+ permettra à la Tunisie de tirer parti de ses ressources humaines. Il lui permettra aussi de tirer parti de sa position géographique, historique et culturelle de pont géographique et culturel entre l'Afrique et l'Europe dans un corridor central eurafricain de développement. La Tunisie, contribuera également sa position de point d'articulation entre la Méditerranée Occidentale et la Méditerranée Orientale. Le projet de corridor maritime Turquie-Italie-Tunisie lancé en juillet 2020, en particulier, reliera Bizerte, les autres ports tunisiens et le futur port de Cherchell en Algérie, aux ports terminaux de l'Initiative Ceinture et Route (BRI), du Corridor AAG et de l'IMEC, sur le bassin de la Méditerranée Orientale, la mer Noire et la mer Rouge.



C. Ouvertures d'entrée de la Tunisie

La Tunisie pourra alors tirer parti, en tant que membre ou partenaire, d'ouvertures stratégiques avec le BRICS+. Ces ouvertures sont les mêmes qu'elle a avec le Système Multilatéral actuel, mais avec

l'avantage d'une meilleure focalisation, d'une meilleure attention, d'une meilleure priorité, et d'une meilleure dotation en ressources. La Tunisie contribuera :

1. Le nouvel **Institut diplomatique** à Tunis financé par la Chine, comme une installation BRICS+ pour la recherche, les études, la formation, les stages, les ateliers et les forums BRICS+, etc.,
2. Sa **position comme pays d'articulation** entre les deux bassins de la Méditerranée et entre l'Afrique et l'Europe sur un Corridor Central Eurafricain d'énergie et de développement,
3. Ses avancées reconnues en matière d'**autonomisation des femmes** avec le Conseil des Femmes des BRICS+,
4. Son expérience reconnue dans la **diplomatie du savoir PISTE** (Partenariat dans l'Innovation, la Science, la Technologie et l'Education), en particulier son expérience SATREPS avec le Japon, qui peut aider le BRICS+ à tirer parti de son véritable capital de ressources humaines,
5. Son expérience dans les technologies de la sécurité humaine. i.e., **eau, énergie, environnement, agroalimentaire, santé et éducation**,
6. Son **triple héritage culturel** méditerranéen, africain, et arabe, islamique, judaïque, et chrétien, qui devraient constituer des points d'entrée dans la nouvelle prise de conscience de la variable civilisation dans les relations internationales du 21ème siècle,
7. La **jeunesse, les sports**, et les échanges entre les populations de base qui constituent toujours de puissantes clefs universelles d'entrée.

II. Conclusion

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept de Wall Street en BRICS+, un système de relations internationales. Quelle la pérennité de cet édifice ?

La nature et le degré d'engagement dans le processus BRICS+ varie beaucoup d'un membre à l'autre. La Russie, membre initiateur fondateur est fortement engagée dans le BRICS+ essentiellement pour des considérations géopolitiques, comme l'Iran. L'Arabie Saoudite hésite et s'intéresse probablement essentiellement à la question de la dedollarisation.

Quel est la nature et le degré d'engagement de la Chine, membre principal qui par ailleurs a lancé une initiative semblable, voire concurrente le BRI ?

Enfin comment un membre ou un partenaire du BRICS+, peut-il réconcilier son action au sein du Système Multilatéral actuel et au sein du BRICS+ ?

A. L'Enjeu de pérennité

Les grandes disparités, le bagage de conflits que les membres ont entre eux au sein du BRICS+, ou avec des puissances en dehors du Groupe, la règle de consensus, tous ces facteurs posent la question importante de la viabilité et de la pérennité du système BRICS+.

Dans sa composition actuelle, les membres du BRICS ont tous un enjeu partagé important dans la réforme du Système Multilatéral actuel. Les membres de premier plan tels que la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, etc., sont fortement motivés et capables de renforcer le BRICS+ et d'assurer sa pérennité, comme instrument de cette réforme. Ils ont aussi de grands enjeux dans la contribution du BRICS+ à leurs stratégies nationales et internationales globales. Le BRICS+ a, en effet, de grandes synergies avec le RCEP, l'Initiative Ceinture et Route (BRI), et la BAII pour la Chine, avec l'Union Economique Eur-Asiatique (UEEA) pour la Russie, avec le Corridor AAG et IMEC pour l'Inde, avec le

JCPOA pour l'Iran, etc. Ces membres puissants ont ainsi des motifs puissants et ont aussi les ressources nécessaires pour assurer la pérennité du BRICS+ comme un système parallèle et durable de gouvernance globale (GG). Enfin, le maintien d'un BRICS+ fort et efficace est particulièrement impératif pour ces pays si des réformes satisfaisantes du système multilatéral actuel de GG ne sont pas réalisées, sont lentes à mettre en œuvre ou si le système de GG s'effondre. En

B. L'engagement de la Chine

Un autre facteur majeur de pérennité est l'engagement stratégique et fort dans le BRICS+, non seulement de la Russie mais de l'Iran, et surtout de la Chine. Le BRICS+ pourrait être pour la Russie et la Chine aussi important et stratégique que l'OTAN pour les USA et l'Europe.

En effet, la Chine est en train d'œuvrer, avec tous ses pays partenaires pour préserver le paradigme actuel de l'Asie de l'Est, en particulier le RCEP créé en novembre 2021, des menaces importantes et nombreuses qui peuvent les compromettre. Les menaces peuvent leur venir du conflit avec les USA sur l'Indo-Pacifique, Taiwan, la Mer de Chine méridionale, etc. Elles peuvent aussi venir d'un pivotement vers l'Asie de l'Est d'une praxis d'expansionnisme sécuritaire semblable à l'expansionnisme de l'OTAN en Europe qui a conduit à la guerre en Ukraine. L'expansionnisme sécuritaire, dans le voisinage immédiat de la Chine, autour de Taiwan et dans la région, a abouti à la mise en place dans tout l'Est de l'Asie Pacifique, Nord et Sud, avec la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Australie, les Philippines, la Thaïlande, etc., d'arrangements purement sécuritaires, comme le QUAD, AUKUS, Five Eyes, etc., impliquant quelques fois même l'OTAN. L'OTAN a par exemple ouvert un bureau au Japon. La Corée du Sud et le Japon ont assisté au dernier sommet de l'OTAN en Espagne.

Cette dynamique d'expansionnisme sécuritaire, souvent perdant-perdant ou même MAD, produit chez la Chine des craintes et des réactions semblables à celles qu'elle a produites chez Poutine en Russie, et qui ont abouti à la naissance du BRICS, puis du BRICS+.

Pour la Chine, BRICS+ apparaît donc non seulement comme une faveur qu'elle fait à son partenaire russe, à ses amis du G77 et aux EMDC du BRICS+, non seulement comme un concept géoéconomique ayant de fortes synergies avec le BRI, mais aussi et peut-être surtout, comme un concept géopolitique préventif stratégique, comme pour la Russie.

La différence majeure est cependant que la Chine veut et peut utiliser un spectre multimodal de pressions géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles, que la Russie n'a pas utilisé ou n'a pas pu utiliser, pour faire face au défi occidental. La Chine entretient, en effet, un commerce international important avec le QUAD, et l'Europe, et même les pays en développement. La Chine est le premier partenaire commercial de plus de 120 pays dans le monde. Elle a, à ce titre, un enjeu fondamental dans la prospérité de ses partenaires et dans la prospérité de l'économie mondiale de biens de grande consommation et de biens d'équipements civils.

A la différence de la Russie, et même des USA, ces relations commerciales, lui donnent un spectre élargi d'instruments pour conduire sa diplomatie et son action diplomatique et piloter ses relations internationales. Elle a ainsi une stratégie de Force de Moyens, ou de Frappe, constitués de moyens hard et soft, militaires, commerciaux et culturels (Instituts Confucius). Elle complète cette stratégie de moyens par une stratégie orientale, bien ancrée dans sa culture, de Force de Position. Elle met en vigueur ce jeu de position par l'initiative route de la soie BRI, Belt and Road Initiative. Pour la Chine, le BRICS+, lancée par la Russie sur une base essentiellement géopolitique, devenue multimodale et collégiale sur la base d'un consensus nouveau, complète très avantageusement sa propre stratégie de force de moyen et de position.

Pour contenir l'expansionnisme des USA et de l'OTAN, la Russie en Europe et dans la guerre de Ukraine, ne dispose pas, comme la Chine de ce spectre d'instruments, d'un faisceau et d'une large bande des liens commerciaux avec les USA, avec l'Europe, avec l'Occident, ni même avec les EMDC. Il y a lieu de se demander si la guerre en Ukraine, aurait eu lieu si de tels instruments avaient existé entre les USA et la Russie.

L'ASEAN, l'UE, les USA sont les 3 premiers partenaires commerciaux de la Chine
Le QUAD est parmi les 15 premiers partenaires commerciaux de la Chine

2023 Imports and Exports of goods by top 15 trading partners (billions of USD)⁽¹⁾

Rank	Country / Territory	Total trade	China exports	China imports	Trade balance
—	Total	5,936.8	3,380.0	2,556.8	823.2
-	 ASEAN	911.7	523.7	388.0	135.6
-	 European Union	783.0	501.2	281.7	219.5
1	 United States	664.5	500.3	164.2	336.1
2	 Japan	318.0	157.5	160.5	-2.9
3	 South Korea	310.7	149.0	161.7	-12.8
4	 Hong Kong	288.2	274.5	13.7	260.9
5	 Taiwan	267.8	68.5	199.3	-130.9
6	 Russia	240.1	111.0	129.1	-18.2
7	 Vietnam	229.8	137.6	92.2	45.4
8	 Australia	229.1	73.8	155.4	-81.6
9	 Germany	206.8	100.6	106.2	-5.6
10	 Malaysia	190.2	87.4	102.9	-15.5
11	 Brazil	181.5	59.1	122.4	-63.3
12	 Indonesia	139.4	65.2	74.2	-9.0
13	 India	136.2	117.7	18.5	99.1
14	 Thailand	126.3	75.7	50.5	25.2
15	 Netherlands	117.1	100.2	16.9	83.2

L'action du BRICS+ coordonnée avec celle du BRI, celle du Système Multilatéral en place, avec la triple dimension géopolitique, géoéconomique et géoculturelle du BRICS+, comparée au monolithisme sécuritaire de l'OTAN, du QUAD, de l'AUKUS, etc., mais aussi de la Russie, permet à la Chine d'exercer une gamme élargie de pressions crédibles en double, multiple embrayage. Cette approche lui permet d'espérer réaliser pacifiquement les réformes du Système Multilatéral en place et d'obtenir ainsi la victoire sans faire la guerre, considérée, comme la meilleure victoire possible dans l'art de la guerre, par Sun Tzu, l'ancien stratège chinois, qui a inspiré Mao Zedong, et inspire encore les stratèges chinois modernes.

Les 15 pays du RCEP : 10 ASEAN + 5 Non-ASEAN



Commerce Chine → RCEP en 2023 (\$USbn)

ASEAN + Japon + Corée du Sud + Australie + Nouvelle Zélande

	Total	Imports	Exports	Solde
ASEAN	911.7	523.7	388.0	135.6
Japon	318.0	157.5	160.	-3.0
Corée du Sud	310.0	149.0	161.7	-12.8
Australie	229.1	73.8	155.4	-81.6
Nouvelle Zélande	40.3	18.9	21.4	-2.5
Total	1809.8	992.9	886.9	36.0

La question de Taiwan et la perspective de la Chine sur la sécurité en Asie de l'Est, rappelle par certains côtés la question de l'Ukraine et la perspective de la Russie sur la sécurité en Europe. Elle produit les mêmes inquiétudes, les mêmes réactions et engage fortement la Chine dans le BRICS+.

Perspective de la Chine sur la Sécurité en Asie de l'Est



Toutes ces considérations, avec sa doctrine de respect, d'égalité et de consensus, constituent autant de facteurs, de gages de pertinence, de force et de garantie de pérennité du système BRICS+ et d'engagement fort des membres de première ligne envers le BRICS+, dont la Chine avec la Russie.

C. Vers un Système Multilatéral Dual

Il est difficile, en revanche, d'imaginer que les membres titulaires du Système Multilatéral actuel acceptent facilement et rapidement l'agenda des réformes prôné par le BRICS+. Ces réformes leur retireraient des privilèges très importants dans la gouvernance mondiale et dans la prise de décision du Système Multilatéral actuel. Il n'est pas non plus facile d'imaginer que les puissants membres émergents du BRICS+ renoncent à leur plaidoyer pour la réforme et acceptent le statu quo. Enfin, même si le principe de réforme radicale du système multilatéral est accepté, la mise en œuvre sera probablement complexe et longue.

Cela signifie que le système international sera probablement, pendant un certain temps, pour longtemps peut-être, un système dual multipolaire multilatéral de gouvernance mondiale par le Système Multilatéral en place et par le nouveau système le BRICS+, le BRF, etc.

Dans ce nouvel ordre international, le BRICS+ agira comme un nouveau G77, doublement augmenté. Le nouveau G77 sera augmenté par un ancien membre devenu puissant et nouvellement habilité, la Chine, qui agira en tant que fournisseur d'investissement, de financement et de technologie, avec une Force de Position du type Jeu de Go. Le nouveau G77, en fait un G78, sera également augmenté par l'adhésion de la Russie, qui agira en tant que membre géopolitique fort, avec une Force de Ressource et une Force de Frappe, du type Jeu d'Echecs.

Comme le G7, le BRI, le BRF, ou le G20, TICAD, etc., le BRICS+ peut remplir la fonction d'un processus préparatoire et/ou complémentaire, para-onusien, d'une chambre consultative, ou même d'un système alternatif para-multilatéral. Un double dialogue avec le Système Multilatéral en place et avec le BRICS+, sous forme d'adhésion ou de partenariat, est donc susceptible de devenir "un must" pour un nombre croissant de pays, sinon pour tous les pays, y compris la Tunisie.

Le Consensus du BRICS+, élaboré après la fin de guerre froide à Johannesburg en 2023, est cependant plus démocratique, plus inclusif, plus holistique, plus équilibré et plus optimiste et rappelle plus le Consensus de Versailles en 1918, que celui de San Francisco en 1945.

[Document de référence : Présentation PowerPoint à télécharger](#)